



COMMENT L'ETABLISSEMENT DE RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS PEUT-IL AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ ?

TABLE RONDE

BIOGRAPHIES

Leadership du Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique

Mme Amanda Dory est la directrice du Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique (CESA). Elle a occupé de nombreux postes de direction au sein du Bureau du Secrétaire à la Défense pour la politique, notamment celui de sous-secrétaire à la Défense par intérim pour la politique, de sous-secrétaire à la Défense adjoint pour les affaires africaines, de sous-secrétaire à la Défense adjoint pour la stratégie et de sous-secrétaire à la Défense adjoint par intérim pour les plans et la posture. Elle a également fait partie de la faculté du National War College et a été doyenne associée pour la sensibilisation. Elle est diplômée de la School of Foreign Service de l'université de Georgetown et a obtenu un master avec des concentrations en économie internationale et en études africaines à la Johns Hopkins School of Advanced International Studies. Elle est membre du Council on Foreign Relations.

Dr. Catherine Lena Kelly est doyenne académique par intérim et professeure agrégée de justice et d'État de droit, et responsable des portefeuilles du CESA sur l'État de droit et la gouvernance du secteur de la sécurité, ainsi que sur la lutte contre la criminalité transnationale organisée. Ses travaux portent sur la sécurité des citoyens, la politique des partis et la démocratisation, l'État de droit et la criminalité transnationale organisée. Elle est également membre à durée déterminée du Council on Foreign Relations.

Avant de rejoindre le CESA, Dr. Kelly était conseiller à l'American Bar Association Rule of Law Initiative, où son travail l'a conduite au Burundi, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Mali, en Mauritanie, au Maroc, en République du Congo et au Rwanda. Elle a conçu et enseigné des cours sur l'Afrique contemporaine et la démocratie en tant que boursière postdoctorale à l'université Washington de Saint-Louis. Au Foreign Service Institute du département d'État, Dr. Kelly a enseigné le cours sur l'Afrique de l'Ouest et a codirigé les modules sur la gouvernance et la religion dans le cours sur les études régionales. Elle a obtenu de nombreuses bourses et subventions, dont une bourse Fulbright, une bourse publique Mellon/ American Council of Learned Societies, une subvention de l'Association de recherche sur l'Afrique de l'Ouest, plusieurs subventions de l'Université de Harvard, et deux bourses du ministère américain de l'éducation pour les langues étrangères et les études régionales pour la langue wolof et dix-huit mois de recherche doctorale au Sénégal. Ses travaux ont fait l'objet de

nombreuses publications, tant sous forme de livres que dans des revues politiques et universitaires.

Dr. Kelly est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en administration publique de l'Université de Harvard, d'un certificat d'études supérieures en politique internationale (Europe, résolution des conflits et consolidation de la paix) de l'Université libre de Bruxelles et d'une licence avec mention très bien de l'Université de Washington à St Louis.

Leadership du CHEDS

Le Général Mbaye Cissé est issu de l'École nationale des officiers d'active de Thiès, qu'il a intégrée en 1988. Sa carrière est partagée entre les fonctions opérationnelles spécifiques à son arme, l'artillerie, et les fonctions interarmées en état-major.

A l'issue de son temps de commandement de chef de corps, il est affecté, en 2009, à l'état-major général des armées en qualité de chef de la Division Etudes Générales (études prospectives), poste qu'il quittera en 2012 pour intégrer la mission onusienne au Congo, comme adjoint au chef de la cellule de la réforme du secteur de sécurité.

De 2013 à 2015, il est nommé officier supérieur adjoint au commandant de la Zone militaire n°3 à Kaolack, avant de rejoindre l'état-major de l'Etat-major de l'armée de Terre comme Chef de la chaîne des ressources humaines. De septembre 2016 à août 2019, il a commandé la Zone militaire n°2 à Saint-Louis avant d'occuper le poste de chef de cabinet du Chef d'état-major général des Armées jusqu'en juin 2020. Il est Directeur général du CHEDS depuis juillet 2020. Au plan militaire, le Général Cissé est diplômé de l'école d'état-major et de commandement de l'Armée de Terre des Etats-Unis et breveté de l'École supérieure de guerre de Paris (ex Collège interarmées de défense). Il a également suivi plusieurs formations, notamment dans le domaine de défense, et de la réforme du secteur de sécurité en général.

Sur le plan académique, il est titulaire d'un certificat de maîtrise en philosophie, d'un certificat d'études supérieures de psychologie et de sociologie, d'un Master 2 en relations internationales (option Droit public-Sécurité-Défense) obtenu à l'université Paris 2 Panthéon Assas, en France. Le Général Cissé est lauréat de plusieurs distinctions et auteur de diverses publications dans les revues militaires, relatives à la géopolitique, la sécurité, la défense et l'histoire militaire.

Le Colonel Jean Sylvestre Djibiany Biagui est Conseiller spécial du Directeur Général du CHEDS. Cumulativement à cette fonction, il est Chargé de programme du Master Défense, Sécurité et Paix. Ancien enfant de troupe, il a rejoint les Armées après son Baccalauréat. Son expérience professionnelle s'étend sur trente-huit années dans les Forces Armées du niveau tactique au niveau stratégique.

En 2005, il séjourne en Sierra Leone au sein de IMATT dans le cadre de la réforme du secteur de sécurité. Il a également servi comme Observateur auprès de l'ONUCI en Côte d'Ivoire en 2006 et comme chef de cabinet du Commandant de la Force de la MINUSCA en 2017. Au niveau stratégique, il a été Chef de Division à la Direction du Contrôle Législation, conseiller juridique du ministre des Forces armées de 2009 à 2012. Membre du comité scientifique du Forum de Dakar, il a participé à plusieurs colloques et conférences au Sénégal et à l'étranger.

Le Colonel Biagui est titulaire d'un Master of Art in Defense du King College de Londres, d'un Master « Citoyenneté, Droits de l'Homme et Action Humanitaire » de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) et d'un Doctorat en droit public de l'UCAD. Il est expert sécurité, droits de l'Homme et Genre. Il a participé à la rédaction de différentes stratégies dont la stratégie d'intégration du genre dans les Forces armées, la stratégie nationale de lutte contre les mines, la stratégie nationale de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre.

Le Dr (PhD) Christiane Agboton Johnson est actuellement Directeur des Programmes Spéciaux au Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS), Sénégal, où elle sert depuis 2013. Passionnée par la sécurité humaine, le leadership féminin, la capacitation des jeunes, elle conçoit et supervise des programmes ciblant spécifiquement les femmes, les médias, les jeunes, les acteurs politiques. La prévention de l'extrémisme violent avec un focus sur l'implication des Forces de Défense et de Sécurité (FDS), la régulation du commerce des Armes (TCA), ainsi que la construction de synergies entre les civils et les FDS pour le Vivre Ensemble en paix sont aussi ses domaines d'actions privilégiés.

Depuis 2017, le Dr C. Agboton coordonne les activités du Secrétariat Permanent de la Commission scientifique du Forum international de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique ; dans le cadre de la promotion du leadership féminin dans les FDS elle a supervisé la mise en œuvre au Sénégal de la Méthodologie MOWIP du Projet ELSIE pour l'accroissement de la participation des femmes dans les Opérations de maintien de la Paix. De 2000 à 2008, elle a assuré les fonctions de Présidente fondatrice et Directrice exécutive du Mouvement contre les Armes Légères en Afrique de l'Ouest (MALAO), puis de 2008 à 2012, de Directrice adjointe de l'Institut des Nations unies pour le Désarmement (UNIDIR) à Genève.

Le Dr Christiane Agboton Johnson demeure engagée à œuvrer par le « vivre ensemble en paix », pour une Afrique, stable, sécurisée et prospère.

Panélistes

Mme 'Kemi Okenyodo est directrice exécutive de l'initiative « Rule of Law and Empowerment », également connue sous le nom de Partners West Africa Nigeria (PWAN), une organisation non gouvernementale qui se consacre au renforcement de la participation des citoyens et à l'amélioration de la gouvernance en matière de sécurité au Nigeria et en Afrique de l'Ouest.

Elle a été chef d'équipe du volet policier du programme de réforme de la justice de sécurité soutenu par le Conflict, Stability and Security Fund (CSSF) du gouvernement britannique, où elle assure la direction technique, stratégique et programmatique du Nigeria Policing Programme (NPP), un programme travaillant avec les fournisseurs de services de police, le gouvernement et la société civile pour des services de police responsables au Nigeria, et le cas échéant, les partenaires du programme. D'août 2015 à décembre 2016, elle a apporté son soutien au chef de l'unité Sécurité et stabilisation des conflits en Afrique de l'Ouest sur la transition des opérations militaires vers une approche de police communautaire stabilisée dans le Nord-Est. Elle a également été chef d'équipe du programme d'intervention « Responsabilité de la police » du

programme Justice 4 All (J4A), un programme du secteur de la justice, financé par le ministère britannique du développement international (DFID) et mis en œuvre par le British Council.

'Kemi a plus de 15 ans d'expérience dans le secteur de la justice et de la sécurité et dans les questions de gouvernance au Nigeria et en Afrique de l'Ouest, ainsi que dans la gestion des ONG. Elle s'intéresse particulièrement à la responsabilité de la police, à l'engagement des citoyens envers les institutions de sécurité, à l'évolution des acteurs non étatiques et à leur contribution à l'amélioration de la sécurité publique, au genre et au maintien de l'ordre, aux réformes du système de justice pénale - en particulier les réformes judiciaires et la défense juridique des personnes indigentes, à l'intégration de la participation des femmes dans les questions de sécurité et de gouvernance et à la gestion de la sécurité des élections. Elle est diplômée de la faculté de droit de l'université de Lagos, membre du barreau du Nigeria, du Réseau africain du secteur de la sécurité et ancienne élève du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) et secrétaire générale du chapitre des anciens élèves du Nigeria.

Dr. Abdou Ndao est socio-anthropologue et a travaillé successivement comme chercheur au CODESRIA, au Programme LIFE du PNUD, au BREDA département Sciences Sociales et Humaines à l'UNESCO, au bureau régional Afrique de l'Ouest de Plan international, à l'Institut PANOS Afrique, à l'OCDE Club du Sahel Afrique à Paris. Il fut directeur du Centre de Recherche International et de Documentation (CIRD) en République de Guinée. Chercheur associé au LARTES de l'IFAN, Co-fondateur de l'école des sciences sociales appliquées en basse Casamance (ESSABC) où il mène ses recherches depuis plus d'une dizaine d'années et il vient de publier un livre avec Matar Ndour : From Tenda to Ajamat. Abdou Ndao est un chercheur de terrain qui travaille depuis plus de 20 ans sur le sud du Sénégal, en Gambie, en République de Guinée, en Guinée Bissau, au Togo, au Ghana, au Bénin, au Nigeria sur une vingtaine de communautés ethnolinguistiques en Afrique. Il est auteur de plusieurs manuels/livres sur l'analyse qualitative appliquée à l'informatique, les migrations ouest africaines. Méthodes et méthodologies innovantes avec Harvard, les économies domestiques au Sénégal avec OXFAM et de nombreux autres articles scientifiques ou de consultation sur le plan national, régional ou international. Abdou Ndao s'est spécialisé en méthodologies et analyse qualitative appliquée à l'informatique qu'il dispense dans plusieurs universités de l'UCAD, UASZ, UGB où il était étudiant il y a 31 ans et d'autres université ou instituts de recherche en Afrique. Abdou Ndao a un intérêt particulier sur les enjeux de sécurité particulièrement en Basse Casamance.